



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 155 AONO/MINTP/CIPM-TERI/2019 DU 26 NOV 2019

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien des voies d'accès au pont et la reconstruction du pont sur la rivière Monaie (Mooné) à Bazié dans l'Arrondissement de Batcham et la construction du pont reliant les villages Kamkop 6 – Kamkop 7 dans l'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème}, Région de l'Ouest

Financement : Budget du MINTP-ligne : 53 36 467 02 3300093 2251, Exercices 2019 et suivants

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus-indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux d'entretien des voies d'accès au pont et la reconstruction du pont sur la rivière Monaie (Mooné) à Bazié dans l'Arrondissement de Batcham et la construction du pont reliant les villages Kamkop 6 – Kamkop 7 dans l'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème}, Région de l'Ouest.

2. Allotissement :

Les travaux sont repartis en deux (02) lots présentés comme suit:

N° lot	Région	Départements	Rivières/ Tronçons	Portées des ponts (ml)	Délais (mois)	Coûts prévisionnel (TTC)	Types d'interventions
1	Ouest	Bamboutos	Rivière "Monaie", au PK 0 + 850 de la route Bangang Chefferie (Inter RP15)-NZié – Nzong dans l'Arrondissement de Batcham	10	4	67 498 500	Entretien des voies d'accès et reconstruction d'un pont en béton armé
2		Mifi	Rivière entre les villages Kamkop 6 – Kamkop 7 de la route Communale, residence Tchucha-Kamkop (nouveau quartier dans l'Arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème})	12	4	92 681 100	Entretien des voies d'accès et construction d'un pont en béton armé
Total						160 179 600	

3. Consistance des travaux :

Ces travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Etude d'exécution ;
- Installation du chantier, amenée et repli du matériel ;

- Découpage des tiges de bambou de chine ;
- Déblai ordinaire mis en dépôt ;
- Remblai en "graveleux latéritiques" provenant d'emprunt ;
- Reprofilage/compactage ;
- Création des fossés divergents et exutoires en terre ;
- Création d'exutoire au bulldozer ou à la pelle ;
- Curage et recalibrage du lit du cours d'eau ;
- Barbacanes ;
- Le curage du lit du cours d'eau;
- fouilles en puits ;
- Mise en place des enrochements ;
- construction des appuis en maçonneries de moellons ;
- construction des appuis et tablier en béton armé ;
- Construction d'un mur de soutènement ;
- Construction des semelles en BA ;
- Protection des appuis ;
- La construction du tablier ;
- Pose des balises et des panneaux ;
- La signalisation ;
- Etc...

4. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offre est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais.

5. Financement :

Les travaux objet du présent Appel d'Offres seront financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne : 53 36 467 02 3300093 2251, Exercice 2019 pour un coût prévisionnel total de cent soixante millions cent soixante-dix-neuf mille six cent (160 179 600) Francs CFA toutes taxes comprises.

6. Délai d'exécution :

Le délai global d'exécution des travaux pour chaque lot est défini dans le tableau ci-dessous :

N° Lot	Délais d'exécution en mois
1	04
2	04

Chaque délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

7. Cautionnement provisoire (garantie de soumission) :

Les offres devront être accompagnées pour chaque lot, d'un cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres d'un montant de :

N° Lot	Montant de la caution en FCFA
1	1 000 000 (Un million)
2	1 400 000 (Un million quatre cent mille)

Cette caution sera valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, établis selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement financier de 1^{er} ordre agréé par le Ministre en charge des finances.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, Cellule des Appels d'Offres, située au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble ou est logée la cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voies d'accès en pavés), sis au quartier MVOG-ADA, Tél : 222 22 92 34.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, Cellule des Appels d'Offres, située au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble ou est logée la cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voies d'accès en pavés), sis au quartier MVOG-ADA, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre-vingt-dix mille (90 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

10. Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- l'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées (enveloppe A, B et C) seront placées dans une grande enveloppe extérieure, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offres seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11. Remise des offres :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés à la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, Cellule des Appels d'Offres, située au rez-de-chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble ou est logée la cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voies d'accès en pavés), sis au quartier MVOG-ADA, au plus tard, le 23 DEC 2019 à 10 heures, et déposée contre récépissé. Elle devra porter la mention :

N° 155 " APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT 26 NOV 2019
MONO/MINTP/CIPM-TERI/2019 du _____

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien des voies d'accès au pont et la reconstruction du pont sur la rivière Monaié (Mooné) à bazié dans l'Arrondissement de Batcham et la construction du pont reliant les villages Kamkop 6 – Kamkop 7 dans l'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème}), Région de l'Ouest.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas reçues.

12. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres. Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, un délai supplémentaire de 48 heures sera accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des enveloppes A, B, C contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu, le 27/07/2011 à 11 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) siégeant sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

14. Critères d'évaluation des offres

14.1. Critères éliminatoires

Pièces administratives :

- a) Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- b) Absence après un délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Non-conformité après un délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique,

Offre technique :

- e) Fausse déclaration, documents falsifiés ;
- f) Absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- g) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- h) Non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - Une bétonnière ;
 - Un véhicule pick-up ;
 - Une moto-pompe ;
 - Un vibreur à béton.
- i) absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- j) Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) de montant au moins égale à celui défini dans le tableau ci-dessous :

N° Lot	Montant de la capacité financière en FCFA
1	20 000 000 (Vingt millions)
2	30 000 000 (Trente millions)

Délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances ;

Offre financière :

Offre financière incomplet pour absence de l'une des pièces suivantes :

- Une soumission timbrée et signée;
- Le bordereau des prix unitaires suivant le modèle ;
- Le détail quantitatif et estimatif des travaux ;
- Les sous détails des prix unitaires.

k) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

l) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

m) N'avoir pas obtenu au moins un total de 10 critères sur l'ensemble des 14 critères essentiels ;

14.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 14 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 8 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 3 critères ;
- c) Les Références du Soumissionnaire sur 1 critère ;
- d) Attestation de visite du site 1 critère ;
- e) Rapport documenté et illustratif de la visite du site 1 critère.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

NB : Un soumissionnaire peut être attributaire de deux lots.

Pour être attributaire de deux lots, le soumissionnaire doit avoir fourni dans son offre, deux (02) équipes différentes du personnel et matériel.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Routes Communales, Tél 22 22 14 62, ou à la Direction des Contrats, Tél. 222 22 95 11, Cellule des Appels d'Offres, au rez de chaussé de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA) au Ministère des Travaux Publics.

Yaoundé le 26 NOV 2019



Emmanuel NGANOU D.⁵



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° **155** /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2019 OF _____ in emergency procedure for the execution of maintenance works on the access roads to the bridge and the reconstruction of the bridge over the Monaie (Mooné) River in Batcham Sub-Division as well as the construction of a bridge linking Kamkop 6 and Kamkop 7 villages in Bafoussam 3 Sub-Division), West Region.

26 NOV 2019

FINANCING: MINTP BUDGET-LINE: 53 36 467 02 3300093 2251, 2019 Financial Year and seq

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Invitation to Tender for the execution of the above works.

1. Purpose of the Invitation to Tender:

This Invitation to Tender concerns the execution of maintenance works on the access roads to the bridge and the reconstruction of the bridge over the Monaie (Mooné) River in Batcham Sub-Division as well as the construction of a bridge linking Kamkop 6 and Kamkop 7 villages in Bafoussam 3 Sub-Division), West Region.

2. Allotment:

The works shall be divided into two (02) lots as follows:

N° of lot	Region	Divisions	River/Road section	Span of bridges (ml)	Time frame (months)	Estimated Budget (incl. taxes)	Type of interventions
1	West	Bamboutos	"Monaie" River, at KP 0 + 850 of the Bangang Chiefdom (Inter RP15)-Nzié -Nzong Road in Batcham Sub-Division	10	4	67 498 500	Maintenance of access roads and reconstruction of a reinforced concrete bridge
2		Mifi	River between Kamkop 6 and Kamkop 7 villages on the council road, Tchucha-Kamkop Residence (new quarter in Bafoussam 3 Sub-Division)	12	4	92 681 100	Maintenance of access roads and construction of a reinforced concrete bridge
Total						160 179 600	

3. Scope of works:

The works shall involve the following tasks inter alia:

- Implementation Studies;
- Site installation, bringing and removing equipment;
- Cutting of Indian bamboo;

- Backfill from ordinary excavation;
- Borrowed backfill with "lateritic gravel";
- Reshaping /compaction;
- Creation of earth ditches and outlets;
- Creation of outlets using a bulldozer or an excavator;
- Cleaning and recalibration of stream channel;
- Weepholes;
- Cleansing of stream channel;
- Well digs;
- Installation of rockfills;
- Construction of quarry stone masonry bearings;
- Construction of reinforced concrete bearings and deck;
- Construction of a retaining wall;
- Construction of reinforced concrete footings;
- Protection of bearings;
- Construction of the deck;
- Installation of markers and traffic signs;
- Road signing.
- Etc...

4. Eligibility:

Participation in this Invitation to Tender shall be opened on equal conditions to all companies governed by Cameroon law.

5. Financing:

Works under this Invitation to Tender shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Line: 53 36 467 02 3300093 2251, 2019 Financial Year and seq for an estimated cost of one hundred and sixty million one hundred and seventy-nine thousand six hundred (160 179 600) CFA Francs, including taxes.

6. Execution time frame:

The overall execution time frame for each lot shall be as follows:

Lot N°	Time frame in months
1	04
2	04

Each time frame shall run from the date of notification of the Notice to Proceed.

7. Provisional guarantee (bid bond):

The tender shall include, for each lot, a provisional guarantee (bank bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline. The amount shall stand at:

Lot No.	Amount of the guarantee in CFAF
1	1 000 000 (One million)
2	1 400 000 (One million four hundred thousand)

This guarantee shall be valid for thirty (30) days with effect from the original tender validity deadline, issued in keeping with the tender model by a first class banking institution approved by the Minister in charge of Finance.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most thirty (30) days after the expiration of the tender validity. That of the successful tenderer shall be released after the definitive guarantee shall have been constituted.

8. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) in the Mvog-Ada neighbourhood. 222 22 92 34

9. Acquisition of Tender Documents

Tender documents may be obtained at MINTP's Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance), in the Mvog Ada neighbourhood, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of ninety thousand (90 000) CFA F.

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Invitation to Tender.

10. Presentation of tenders:

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in a sealed envelope:

- Envelope A containing administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the Technical offer (Volume 2);
- Envelope C containing the financial offer (Volume 3).

The tenders thus submitted (envelope A, B and C) shall be placed in a large sealed outer envelope bearing only the title of the concerned Invitation to Tender.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in tender documents and separated by dividers of the same colour other than white.

11. Submission of tenders:

Drafted in English or French and in septuplicate (7) including one (1) original and six (6) copies, labelled as such, tenders shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope at MINTP's Department of contracts, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance), in the Mvog Ada neighbourhood, no later than 10 a.m. It shall bear the following:

N° **155** "OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER 26 NOV 2019
/AONO/MINTP/CIPM-TERI/2019 OF _____

in emergency procedure for the execution of maintenance works on the access roads to the bridge and the reconstruction of the bridge over the Monaie (Mooné) River in Batcham Sub-Division as well as the construction of a bridge linking Kamkop 6 and Kamkop 7 villages in Bafoussam 3 Sub-Division), West Region.

To be opened only at the tender-evaluation session."

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

12. Tender compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of financial offers from administrative documents and technical proposals shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Invitation to Tender and Tender Documents shall be rejected, especially due to the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in

Tender Documents and issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents must not be older than three (3) months and must be valid after the Invitation to Tender issue date.

Before disqualifying the candidates with administrative documents deemed not to conform to the Tender Document requirements, a two-day extension shall be given them either to provide additional information or carry out further verification on the validity of the document received.

13. Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single step. Envelopes A, B and C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 23 Dec 2011 at 10 a.m noon prompt in the meeting room of MINTP's Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaoundé.

Tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a joint-venture) with sound knowledge of their file.

The Infrastructural Works Tenders Board shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

14. Tender evaluation criteria

14.1. Eliminary criteria

Administrative documents:

- a) Absence of the original of the bid bond;
- b) Absence, after an extension of 48 hours after the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file, with the exception of the bid bond;
- c) Non-compliance, after an extension of 48 hours after the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file;
- d) False declaration, forged or unauthentic document;

Technical offer:

- e) False declaration, forged documents;
- f) Absence of a methodological note (organisation, planning and understanding of the project);
- g) Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public Contracts.
- h) Not showing proof of possession of following minimum equipment:
 - One concrete mixer;
 - One pick-up vehicle;
 - One motor-pump;
 - One concrete vibrator.
- i) Absence of a Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under Special Tenders Regulation (RPAO);
- j) Absence of a financing capacity (available credit line) equal to the amount defined in the following table:

Lot No.	Amount of financial capacity in CFAF
1	20 000 000 (Twenty million)
2	30 000 000 (Thirty million)

Issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance;

Financial offer:

Incomplete financial offer in the absence of one the following required elements:

- A signed stamped bid;
 - Unit prices schedule according to the model;
 - Quantitative details and cost estimates of works;
 - Sub-detail of unit prices;
- k) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- l) False declaration or forged documents;
- m) Failure to have obtained a least a total of 10 criteria out of the 14 essential criteria;

14.2. Essential criteria

The technical offers shall be evaluated out of 14 criteria according to the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff out of 8 criteria;
- b) Equipment to be mobilised out of 3 criteria ;
- c) Contractor's references out of 1 criterion;
- d) Attestation of site visit out of 1 criterion;
- e) Documented and illustrated report of the site visit out of 1 criterion.

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be accepted.

15. Tender validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

16. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the relevant financial, technical and administrative requirements.

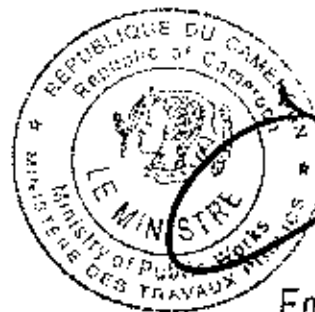
NB: NB: A bidder may be awarded two (2) lots.

To be awarded two lots, the bidder must have presented two different teams of staff and the equipment in double in his bid.

17. Further information

Further technical information may be obtained in the Ministry of Public Works, at the Department of Council Roads, Tel 22 22 14 62 or at the Department of Contracts, Tel. 222 22 95 11, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance, in the Mvog Ada neighbourhood.

26 NOV 2013
Yaoundé, _____



[Handwritten signature]
Emmanuel NGANOU D.